

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 37 • 13 SEPTEMBRE 2019 • CHF 3.-

Les collectifs féministes s'opposent au projet de réforme de l'AVS d'Alain Berset page 2



Donald Trump, un dragon à plusieurs têtes, qui veut abattre la Chine page 5



A propos de feux en Amazonie

Fin août, les feux en Amazonie ont pris une dimension internationale, et ont rappelé l'impact global pour la planète de la destruction de la forêt amazonienne. On a pointé du doigt le président Bolsonaro pour son climat-scepticisme. Malgré tout, le Conseil fédéral, comme nous l'a annoncé l'ancien paysan UDC et chef du département de l'économie, Guy Parmelin, a signé un traité de libre-échange avec le MERCOSUR, donc avec le Brésil: c'est bon pour l'économie suisse a-t-il ajouté. Et tant pis pour la biodiversité!

C'est grave, parce que ces feux ne sont pas le fait d'un désastre naturel, mais bien le fait des grands producteurs agro-industriels et des entreprises minières: selon l'ONG Amazon Watch, la production de soja et l'élevage de bœufs comptent pour 80% des causes de déforestation. Or, cette année, M. Bolsonaro a célébré «le jour du feu», dans sa volonté affichée d'augmenter les terres dédiées à l'agro-exportation. Il a diminué à sa portion congrue les soutiens à l'écologie, que cela soit dans les institutions de l'Etat ou les fonds alloués à des ONG locales. Il cherche par tous les moyens de remettre en question les droits des peuples indigènes. Même ceux qui ont des territoires reconnus et homologués craignent pour leurs terres ancestrales.

J'ai eu ces jours un contact téléphonique avec une coopératrice de E-Changer ONG suisse romande. D'origine suisse, elle vit en Amazonie depuis plus de 8 ans et travaille comme infirmière avec le peuple Yanomami, dans le cadre d'une ONG locale. Elle était justement de passage à Manaus, après 2 mois passés dans les communautés indigènes.

Elle se réjouissait parce qu'enfin, il y avait un système d'eau potable, des locaux qui pouvaient en garantir la pérennité et que la dénutrition infantile commençait à diminuer. Elle me parlait du lien si fort établi entre les gens et l'équipe avec laquelle elle travaille.

Mais elle me confiait aussi que les orpaillers étaient toujours plus nombreux (quelque 10'000) sur les territoires des Yanomami, en toute illégalité. Le directeur régional de la santé récemment nommé est un major de l'armée. Même dans ces endroits les plus reculés, la main-mise de l'armée sur les institutions publiques est réelle, à tel point, me disait-elle qu'au Brésil, on parle d'une «nouvelle forme» de dictature militaire. Le discours de M. Bolsonaro à propos de peuples indigènes rappelle celui de la dictature (1964-1985): il faut intégrer les indigènes dans la société brésilienne et les sortir de leur forêt, accusant au passage tout autre attitude de communiste! Et pendant ce temps, l'ex-président Lula est toujours en prison! La justice climatique ne va pas sans la justice sociale.

Bernard Borel

L'urgence climatique à Alternatiba

GENÈVE • La 5^e édition du festival des alternatives, Alternatiba, a débuté lundi et se conclura samedi aux parc des Bastions. Au menu, les scénarios climatiques et les objectif à tenir.

Né en 2010 à Bayonne, Alternatiba (*alternative* en basque) à depuis essaimé jusqu'à la cité de Calvin. La cinquième édition genevoise de ce village alternatif a commencé cette semaine avec la déclaration de l'«urgence climatique» pour mot d'ordre. Lundi soir, la conférence d'ouverture a fait salle comble avec plus d'une centaine de personnes présentes.

Valentine Python, climatologue et géographe, ouvre l'événement par un constat connu de toutes et tous. La planète est malade. La température moyenne à la surface du globe ne cesse d'augmenter. En effet, «les trois dernières décennies ont été successivement les plus chaudes à la surface de la terre qu'aucune autre décennie passée depuis 1850». Pour la chercheuse (comme pour le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), la responsabilité en revient aux émanations, de dioxyde de carbone, principal gaz à effets de serre, qui nous ont amenés à des taux de concentration dans l'atmosphère supérieurs aux «variations naturelles des 650'000 dernières années» et comparables à ceux d'il y a plusieurs millions d'années. A ce stade, si nous voulons limiter cette élévation de la température au seuil des 1.5 °C d'ici la fin du siècle et ainsi éviter un emballement du climat nous ne devons pas agir vite. Mais dès maintenant.

Le temps des constats

Isabelle Bey, cheffe du centre régional ouest de l'Office fédéral de météorologie et de climatologie, poursuit avec les réalités que nous aurons à connaître, si rien ne change. D'ici 2060, nous pourrions vivre une augmentation des événements de précipitations extrêmes de l'ordre de 10 à 20%, et leurs dommages potentiels. Les étés deviendraient ainsi plus secs et chauds accompagnés d'un nombre croissant de périodes caniculaires. Le nombre de «journées tropicales» caractérisées par des températures égale ou supérieure à 30 °C augmentera en particulier dans le sud de la Suisse, le Valais et Genève.

A l'horizon 2060, ces vagues de chaleur passeront d'une quinzaine de journées à plus d'une trentaine. Les hivers, eux, seront également plus doux avec un enneigement moindre. Il y aura certes davantage de précipitations, mais sous forme de pluie. L'isotherme du zéro, l'altitude minimale à laquelle la température atteint la valeur de 0 °C, devrait augmenter



Alternatiba dresse un état des lieux, priorités et mesures à concrétiser face aux défis posés par les changements climatique.

Alternatiba

entre 400 et 650m, passant de 850 à 1500 mètres au dessus du niveau de la mer.

Guillaume Rohat, doctorant en Sciences de l'environnement, veut, dans une «perspective éducationnelle», rendre prégnantes ces données. Pour ce faire, il développe le concept de «jumeaux climatiques» qui caractérise le fait que «le climat futur d'une certaine ville [...] sera l'équivalent du climat actuel d'une autre». Selon, ce dernier, dans le meilleur des cas, le climat genevois deviendra d'ici la fin du siècle celui que connaît actuellement la région de Rome. Et dans le pire, celui des Pouilles.

Si nous voulons éviter ces conséquences néfastes, des remèdes sont nécessaires pour Jean-Pascal Gillig, secrétaire régional et responsable de la section Genève du WWF, «nous n'avons plus le temps de procrastiner!». L'ONG a réalisé un rapport détaillant ce qu'il nous faudrait faire pour passer de notre consommation actuelle, 3580 watts par an et par personne, à une «société à 2000 watts» d'ici 2050.

La cure à suivre est stricte. Ainsi la consommation en énergie primaire doit être divisée par 2 et la consommation d'énergies fossiles par 6. Enjeux principaux de cet effort, le chauffage des bâtiments, qui d'après le rapport constitue 44% de l'énergie finale consommée (en gaz et mazout). Mais

aussi le kérosène, lié à l'activité aéroportuaire, qui en représente 13%, soit quasiment autant que la «mobilité terrestre» (16%). Guillaume Rohat se veut toutefois rassurant, à l'exception de l'aviation, «il y a une bonne évolution ces 15 dernières années». Il ajoute qu'aujourd'hui il est possible de passer à «un mode de vie compatible avec la société à 2000 watts sans restriction de confort». Et de conclure que «l'Etat doit montrer la voie à suivre de façon radicale!».

La climatologue Valentine Python, indique que la Suisse a diminué son «empreinte en gaz à effets de serre» au cours des 20 dernières années, mais seulement sur son territoire, celle-ci ayant par ailleurs augmenté à l'étranger. C'est l'importation de denrées alimentaires qui en est la principale responsable avec «près des deux tiers» des émissions de CO2 dues à la fabrication de ces produits qui sont relâchées hors de nos frontières. Pour la scientifique, «il est important de maintenir nos engagements en Suisse comme ailleurs».

Aux origines du mal

Une fois les interventions terminées, le mal dont souffre la planète est identifié, les symptômes anticipés et les remèdes sur la table. Les questions du public vont donc naturellement porter sur l'étiologie du réchauffement climatique. Les mises en cause ne tar-

dent pas, «croissance» et «multinationales» sont pointées du doigt.

Valentina Python souligne que «le rôle de la place financière est considérable». Mais pour le président du Conseil d'Etat, Antonio Hodgers, il faut une solution globale via les instances internationales que sont l'ONU et l'OMC. Pour l'élu Vert, face à d'éventuelles contraintes, les multinationales pourraient s'évader là où les politiques leur seraient plus favorable comme à Singapour.

Quant à la décroissance, il prévient: «On doit préserver la solidarité et l'environnement». Si la croissance économique devait diminuer «on diminuerait la voile de Genève» et il faudrait alors faire «des choix radicaux en termes de prestations sociales», car «on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre». Dans la salle, certains se sont alors demandé s'il ne fallait pas se rapprocher de la crèmerie.

Après une semaine de conférences, ateliers et projections, Alternatiba s'achève, ce samedi, par son village, au parc des Bastions. Plus de 150 organisations y seront présentes pour rappeler que «les solutions locales existent». Différentes perspectives alternatives vous seront proposées telles que l'agriculture de proximité, la consommation responsable, l'économie sociale et solidaire ou encore les médias alternatifs. ■

Jorge Simão

Le front s'élargit contre le projet AVS 21

SUISSE • Réunie à Granges le 24 août, la coordination nationale de la Grève féministe et des femmes a décidé de s'opposer au projet AVS 21 d'Alain Berset fixant la retraite des femmes à 65 ans. La gauche et les syndicats sont aussi critiques.

L'un des objectifs de la réunion de coordination nationale de Granges était de réagir rapidement aux attaques. Juste avant la Grève des femmes du 14 juin, Alain Berset avait donné des informations plus détaillées sur le projet de réforme de l'AVS, qui vise à trouver 26 milliards de francs d'ici 2030 pour l'assurance-vieillesse, lors d'une conférence de presse. Il envisageait de porter l'âge de la retraite des femmes à 65 ans afin de «stabiliser» l'AVS. Ce relèvement de l'âge de référence pour les femmes, qui devrait rapporter 10 milliards, s'accompagnera pendant neuf ans de mesures de compensation à hauteur de 700 millions de francs. Le paquet comprenait aussi une augmentation de la TVA de 0,7% et une flexibilisation générale du départ à la retraite. Depuis cette conférence de presse, le Conseil fédéral a adopté le 28 août le message relatif à AVS21 et l'a transmis au parlement. Pour la coordination nationale, «les mesures compensatoires proposées ne compensent rien. L'indemnisation ne représente qu'un tiers de ce que les femmes verseront pour la réforme, en augmentant l'âge de leur retraite», estime-t-elle.

Dans sa réunion à Granges, la coordination nationale a fixé comme objectif à court terme de lutter contre ce projet. «Augmenter l'âge de la retraite est un symbole de ce que l'on subit», a dit une militante à Granges lors de son discours. «Nous avons de bonnes chances de faire capoter le projet, a-t-elle ajouté, du fait que le relèvement de l'âge de la retraite touche toutes les femmes».

Dans les semaines qui viennent, les collectifs de toute la Suisse seront informés des décisions et travailleront à protester contre la réforme.



Plutôt qu'une hausse de l'âge de la retraite pour les femmes, une réduction du temps de travail pour tous.

Nattes à chat

Dans le document «Appel pour une grève féministe», les militantes rappelaient d'ailleurs qu'il vaut mieux réduire le temps de travail pour tous, faciliter la reconnaissance financière du travail non rémunéré, de meilleurs salaires et conditions de travail dans le secteur du care.

Syndicats à l'offensive

De leur côté, les syndicats ont aussi réagi. «Assainir la prévoyance vieillesse sur le dos des femmes n'est ni juste ni apte à trouver une majorité et, dans la foulée de la grève des femmes, incompréhensible. Nous rejetons donc la proposition du Conseil fédéral et demandons au Par-

lement de l'améliorer», a aussitôt indiqué le syndicat Travail.Suisse. «Relever l'âge de la retraite est inutile et antisocial. Il n'est pas question que les femmes paient seules la facture de cette réforme de l'AVS», a relevé le Parti socialiste suisse. «Nous rejetons clairement le relèvement prévu de l'âge de la retraite des femmes. Car la stabilité financière de l'AVS est aussi une de nos revendications. Qu'en plus, ce relèvement doive se faire principalement sur le dos des femmes n'est pas convaincant. La situation sur le marché de l'emploi des travailleuses âgées est toujours insatisfaisante: plus de la moitié des femmes interrompent leurs activités professionnelles avant

d'être arrivées à l'âge ordinaire de la retraite; nombre des salarié-e-s âgées ont des faibles taux d'occupation, alors qu'elles aimeraient bien travailler plus», estime l'Union syndicale suisse (USS), qui a lancé une initiative fédérale pour une 13e rente AVS.

Égalité salariale

La faitière syndicale fait aussi pression pour une mise en œuvre rapide de la loi sur l'égalité salariale, qui n'entrera en vigueur que le 1er juillet 2020. Adoptée en version minimale par le Parlement en décembre 2018, l'ordonnance de la loi vient d'être approuvée par le Conseil fédéral lors de sa séance du 21 août. Elle stipule

que les entreprises de 100 employés et plus (soit 0,9% des entreprises en Suisse) sont tenues d'effectuer une analyse de l'égalité salariale tous les quatre ans. Cette étude sera examinée par un organisme indépendant dans le but de promouvoir une meilleure application de l'égalité de rémunération. La première analyse interne de l'égalité salariale doit être achevée d'ici la fin juin 2021. Les conclusions seront évaluées par des experts externes un an plus tard. Les entreprises disposeront d'un an pour informer les salariés. Avec cette procédure, des résultats concrets ne seront donc pas disponibles avant 2023 environ. Pendant la période de validité, les analyses de l'égalité salariale doivent être répétées tous les quatre ans, à moins qu'une analyse ne montre qu'il n'y a pas de différence salariale systématique inexplicable entre femmes et hommes.

Problème: le Parlement a fixé une période de validité à cette loi. Par le biais de la clause dite «sunset clause», la modification et l'ordonnance correspondante expireront automatiquement le 1er juillet 2032. «Cette clause de caducité était une demande du PLR. Selon moi, il s'agit d'une tentative d'affaiblir davantage une loi faible», déclare Regula Bühlmann, secrétaire centrale de l'USS. Toute loi perd également son effet si son non-respect n'a pas de conséquences juridiques. C'est le cas de la loi sur l'égalité. En tout état de cause, cette loi ne changera pas si rapidement la situation salariale des femmes. Il convient donc d'envoyer un autre signal et de faire pression sur le parlement et le gouvernement avec les syndicats. ■

Sabine Hunziker et rédaction
Paru dans Vorwaerts

Canicules ou coquillages?



On peut se gausser des grèves sur le climat (qui sont à la grève ce que le Manneken Pis est au climat), n'empêche que nos étés connaissent leurs canicules. Après quelque dix ans d'exercices (chauffés) à blanc, l'OCIRT (Office cantonal d'inspection et des relations du travail) s'est dit qu'il valait p't-être mieux prévoir quelque chose, histoire de pas paraître trop poule quand un travailleur tomberait dans les pommes.

Du coup cette année, l'OCIRT a sorti son grand jeu: courriers aux employeurs, procédures téléchargeables, cellule-spéciale-inter-services-de-l'administration-publique et tout le tintouin qui va avec. Il faut dire que couler du goudron ou trotter sous les réacteurs d'un boeing, ça fait déjà monter la température de plusieurs dizaines de degrés. Alors quand la météo vous annonce des plus que 35, même les casques ont besoin d'une glacière.

Démarré donc l'été et sa course au thermomètre. Sereins comme le piaf, travailleurs et syndicats se sont inscrits le numéro de l'OCIRT au dos de la patte. Mais quand les employés de l'aéroport décrochent leurs portables à la première alerte de Météo-Suisse, surprise: le contact de l'OCIRT censé leur répondre, soit la Doctoresse Mariechinchilla de Moraes Pires, est partie profiter du soleil sur les plages brésiliennes. La ligne verte sonne en boucle. Certains essaient alors de joindre la direction de l'OCIRT, mais on est en week-end et celle-ci botte en touche.

Bref: un peu comme l'alerte militaire d'un avion survolant la Suisse durant la pause des contrôleurs,

l'OCIRT est certes mobilisée, mais sans sa «spécialiste» annoncée et seulement aux heures de bureau, qui plus est réduites durant les vacances d'été ou d'hiver. Soit hélas là où se situent les pics météo. Toutefois ne désespérons pas: s'il leur a fallu dix ans pour comprendre la nécessité d'une procédure, dix ans devraient suffire à l'OCIRT pour la rendre opérationnelle...

Administrativement vôtre,

Renart

* Chronique tenue tous les 15 jours par Yves Mugny, auteur de *La Faute au loup* (éd. Cousu Mouche), www.yvesmugny.ch, www.facebook.com/Yves.Mugny. Illustration: maou.ch



Un patron suisse finance la distribution d'un label néonazi

La semaine passée une enquête du *Tages-Anzeiger* et de *Rundschau* de la SFR a révélé que Peter Patrik Roth, propriétaire de la fabrique de matelas bernoise Roviva Roth & Cie AG, a investi 50'000 francs suisses dans le label de vêtements néo-nazi russe «White Rex». White Rex est une marque néo-nazie de produits d'arts martiaux fondée par le célèbre néonazi russe Denis Nikitin, dont Roth a fait la connaissance en Russie. Peter Patrick Roth est le sponsor principal de la société de vente par correspondance Fighttix AG de Lotzwil à Berne qui distribue les t-shirts et les gants de boxe White Rex. Roth détient 50'000 francs, soit la moitié du capital-actions de Fighttix AG.

L'autre moitié appartient à Florian Gerber, membre unique du conseil d'administration de Fighttix AG et vice-président du

PNOS (Partei National Orientierter Schweizer) un petit parti néo-nazi suisse allemand. Plusieurs photos de Roth posant avec des t-shirts White Rex, aux symboles néo-nazis, ont été publiées par les journaux suisses allemands. Roth n'a pas voulu s'exprimer devant les médias.

Cette affaire n'est pas la première à démontrer que la Suisse sert de base logistique et financière aux néo-nazis européens. En 2016, 5'000 néo-nazis avaient afflué de toute l'Europe à Unterwasser, dans le canton de Saint-Gall, pour assister à des concerts de soutien pour des néo-nazis allemands, en procès dans l'affaire de la NSU (Clandestinité nationale-socialiste). La NSU était une cellule terroriste néo-nazie qui a assassiné neuf immigrés en Allemagne avec une arme provenant de Suisse. ■

AAG

AGENDA

Quel socialisme pour demain?

Dimanche 15 septembre à 10h15, Café du Soleil à Saingelégier

Avec Elisabeth Baume Schneider (PS/JU), candidate au Conseil des Etats, Joakim Martins (JSJ/JU), candidat au CN, Silvia Locatelli (PS/NE), candidate au CE, Denis de La Reussille (POP/NE), candidat au CN et au CE

Débat sur la responsabilité des multinationales.

Mardi 17 septembre à 18h30, Uni Bastions - salle B111, Genève

Avec Carlo Sommaruga (Parti socialiste), Daniel Schweizer, cinéaste, Chantal Peyer, Pain pour le prochain, Béatrice Hirsch, Adjointe au maire de Troinex, Melik Ozden, Directeur du Centre Europe Tiers-Monde (CETIM)



«Les gens n'en peuvent plus du système santé»

ELECTIONS FÉDÉRALES • Pour les fédérales du 20 octobre, le POP vaudois présente 19 candidat-e-s au Conseil national. Pour les Etats, il lance dans la course Anaïs Timofte, secrétaire syndicale à Unia, qui s'est faite connaître à l'occasion de l'élection partielle au Conseil d'Etat vaudois. Et Bernard Borel, pédiatre, ancien député et conseiller communal à Aigle. Interviews.

Quels sont les objectifs du POP pour le scrutin du 20 octobre?

ANAÏS TIMOFTE Nous voulons obtenir au moins un siège, voire deux, au Conseil national pour la gauche combative, sachant que le canton de Vaud a obtenu un 19e siège supplémentaire, au prorata de l'augmentation de la population dans le canton. C'est un but réalisable et réaliste. Il est l'heure de faire avancer des dossiers qui n'ont pas évolué depuis des années et qui touchent de près la population comme l'augmentation incessante des primes-maladie ou la péjoration des rentes AVS.

Quelles seraient vos propositions pour améliorer la démocratie en Suisse?

Il faut renforcer la transparence du système, notamment dans le financement des partis. Ceux-ci devraient publier leurs comptes chaque année. Les dons privés aux formations politiques devraient être limités. L'accès aux médias de petites formations, qui ont un autre discours que les formations installées, doit aussi faire l'objet de règles, afin de permettre à chaque parti d'avoir une visibilité. Les médias publics ou privés ont un rôle important dans la transmission de l'information ou la formation de l'opinion. Il est donc important qu'ils fassent aussi entendre un autre son de cloche.

Le POP part seul cette année, même s'il est sous-apparenté à SolidaritéS. Qu'est-ce que vous distingue de cette formation?

Rappelons que nous partons seuls, mais que nous sommes apparentés au PS et aux Verts et sous-apparentés à SolidaritéS, avec l'objectif de renforcer les voix de la gauche au parlement. Avec SolidaritéS, il existe des divergences programmatiques, par exemple sur l'accord-cadre entre la Suisse et l'UE. Pour nous, cet accord va péjorer la condition des travailleuses et travailleurs et en Suisse et représente un vrai déni de la démocratie, du fait de la reprise automatique du droit européen pour la Suisse. Notre ADN depuis 70 ans et la raison pour laquelle nous ne nous sommes pas fondus dans d'autres partis a toujours été marqué par notre volonté d'oeuvrer dans l'intérêt des travailleuses et travailleurs. Malgré ces divergences idéologiques avec nos partenaires d'Ensemble à Gauche, nous avons décidé de ne pas nous attaquer et de faire preuve de respect mutuel. Chaque parti doit s'y tenir.

Quels sont les dossiers que vous entendez privilégier dans cette campagne?

Le dossier de la santé est primordial. Le système actuel avec une absurde concurrence entre caisses privées ne fonctionne pas. Celle-ci induit un gonflement des primes, un système de réserve opaque, mais aussi des coûts, du fait du changement de caisse des assurés chaque année. De plus, le système libéral existant peut conduire qu'à une privatisation croissante des soins. Pour nous, la mise en place d'une caisse publique unique, avec des primes proportionnelles au revenu et à la fortune, sur la base d'un système mutualiste est inéluctable. Cette modification peut se faire par une initiative parlementaire ou une initiative fédérale, en concertation avec les autres forces de la gauche. Du fait que les assurés n'en peuvent plus, il est évident que le système va changer.

Le Parti socialiste a lancé une initiative fédérale pour plafonner les primes maladie à 10% du revenu d'un ménage. Qu'en pensez-vous?

Je ne suis pas fondamentalement opposée à cette initiative, du fait que de nombreuses familles sont concernées par le fardeau de cette augmentation des primes. Elle va

dans le bon sens, mais elle vise le court terme. Elle va induire un relèvement temporaire des subsides pour les assurés. Il est donc important de trouver des solutions sur le long terme pour mettre en place un vrai système de santé solidaire et efficace.

Le Conseil fédéral vient de transmettre son projet de réforme d'AVS 21, qui prévoit un relèvement de l'âge de la retraite des femmes, des retraites flexibles entre 62 et 70 ans et une hausse de la TVA. Quelle est votre position sur ce paquet?

Nous ne voulons pas que l'on touche au niveau des rentes ou que les retraités soient contraints de recourir aux Prestations complémentaires (PC) pour vivre. Nous nous opposons aussi à un relèvement de l'âge de la retraite des femmes. Celles-ci ont des salaires moins élevés durant leurs années de travail et sont péjorées à la retraite. La hausse de l'âge de la retraite des femmes va aussi induire graduellement une hausse générale pour tous du départ à la retraite. Alors que l'Union syndicale suisse (USS) et l'Usam viennent de se mettre d'accord pour baisser le taux de conversion à 6% des rentes LPP, en contrepartie d'une amélioration minimale du système des retraites pour les salariés à faible revenu, nous défendons le projet d'une fusion du deuxième pilier dans l'AVS. C'est le meilleur moyen de lutter contre la baisse des rentes du deuxième pilier.

Vous refusez l'accord-cadre avec l'UE. Quelles sont vos propositions sur ce thème et celui de relations internationales de la Suisse, qui ne cesse de signer des accords de libre-échange avec le monde?

La Suisse est empêtrée dans ses relations avec l'Union européenne. Les enjeux de l'accord-cadre, qui est défavorable aux travailleuses et travailleurs comme à la souveraineté suisse, sont largement occultés dans cette campagne pour les fédérales. Pour nous, cet accord doit être refusé et nous ne transigerons pas sur la protection de salaires en Suisse. Nous nous opposons aussi aux accords de libre-échange, comme celui que la Suisse veut signer avec les pays du Mercosur ou avec les Etats-Unis. Nous sommes l'un des rares partis mettant en garde la population contre les dangers sociaux et environnementaux de ces accords, alors que la droite économique ou l'UDC les plébiscitent. ■

Propos recueillis par Joël Depommier



Justice sociale, assurance maladie accessible, défense des retraites et agriculture de proximité. Certains atouts de la paire Timofte-Borel. POP

«Des aliments sains et de qualité pour tous»

Le POP a sorti pour les élections fédérales un programme d'écologie populaire. Quelles sont vos propositions principales?

BERNARD BOREL Il est important de conduire une transition de la production agricole vers l'agro-écologie, visant la souveraineté alimentaire. Nous voulons que les pouvoirs publics favorisent massivement cette conversion vers la localisation des produits, des circuits courts de production et des produits de qualité pour tous. Du fait de sa dette publique très faible, qui est de 30% du PIB pour la Confédération, les cantons et les communes, soit la dette la plus faible de l'OCDE, la Suisse peut aisément conduire, de façon volontariste, cette transition écologique, sans augmenter la taxation des personnes. L'agriculture de proximité se situe à l'opposé de la politique de concurrence prônée par les accords de libre-échange que signe le gouvernement suisse avec la Malaisie, l'Indonésie ou le Brésil. Ils renforcent l'importation d'une production socialement et écologiquement intenable. Elle est aussi la seule à favoriser la biodiversité, si malmenée actuellement en Suisse, où l'on constate une disparition inquiétante des nombreuses espèces d'oiseaux et des abeilles. Elle est aussi profitable pour la santé des citoyens de

plus en plus soumis à la malbouffe des aliments transformés et industriels. Nous devons sortir d'un système de concurrence agricole aberrant, qui conduit à importer de la nourriture, imprégnée de pesticides et d'insecticides à travers des milliers de tonnages navals et de tankers polluants. Et ne pas hésiter à taxer les grands producteurs.

Pour le Sud aussi, le modèle agro-écologique est le mieux à même pour nourrir les populations et à enrayer la monoculture nocive de l'agro-business.

Le modèle d'agriculture de proximité est-il réaliste dans une Suisse toujours plus urbanisée?

On ne peut pas continuer avec la disparition quotidienne de trois fermes familiales au profit de producteurs sur grandes surfaces, grands utilisateurs d'intrants chimiques. Il faut revaloriser le travail paysan et renforcer les liens entre producteurs et consommateurs, à travers l'agriculture contractuelle notamment. L'Etat lui-même pourrait être partie prenante de ces achats agricoles sur le modèle mis en pratique dans le service public. Il faut aussi faire pression sur la grande distribution pour qu'elle favorise la promotion et la vente de produits agricoles sains, de saison et de proximité.

Dans le sillage de l'activiste suédoise Greta Thunberge, la jeunesse suisse descendra une nouvelle fois dans la rue le 28 septembre pour avertir de l'urgence climatique et réclamer des mesures tangibles pour réduire les émissions de gaz à effets de serre. Quelles sont vos propositions sur ce thème? En préambule, je dirais que face à un modèle économique visant à faciliter la thésaurisation des multinationales et qui renforce les inégalités depuis trente ans, il faut un vrai changement de cap écologique. Plus concrètement, la lutte pour la protection du climat doit passer par des investissements massifs dans les énergies renouvelables, mais aussi des programmes ambitieux d'amélioration de l'enveloppe des bâtiments. Nous défendons aussi une politique de transports publics gratuits, sachant que le 30% des gaz à effets de serre provient des transports privés. Nous voulons aussi un désinvestissement des fonds publics (notamment des caisses de pension) des énergies fossiles, le maintien en mains publiques des ressources nécessaires à la vie, pour garantir leur utilisation et exploitation écologique (eau, électricité, chauffage, etc.), une réduction drastique des pesticides ou l'interdiction immédiate du glyphosate. ■

Propos recueillis par JDr

De paysan à paysan, une relation fertile

COOPÉRATION • A travers un échange d'expériences, un paysan brésilien du mouvement des Sans Terre a pu rencontrer une vingtaine de producteurs bio romands durant la période estivale.

Dans la campagne vaudoise, deux paysans, l'un brésilien l'autre suisse, se sont rencontrés pour un échange fécond entre techniques biologiques et difficultés politiques. L'idée de ce projet est née en 2017, lors de la visite en Suisse de deux jeunes collaboratrices brésiliennes d'E-Change, membres de la Marche Mondiale des Femmes et du Mouvement des Sans Terre. Lors de rencontres avec des familles paysannes vaudoises, il est apparu que ces discussions de paysan à paysan ouvraient des perspectives d'apprentissage et de transfert de connaissances, non seulement sur les techniques de culture et de transformation artisanale de produits agricoles mais aussi sur les impacts des politiques suisses, sur le Brésil, notamment.

Il a donc été décidé de développer un projet d'échanges entre des paysan-ne-s du Brésil et de Suisse dont le but est de permettre le partage et le transfert sur les pratiques agricoles et sur les stratégies et propositions politiques, sociales et organisationnelles développées dans chacun des pays. C'est dans le cadre de ce projet que Manoel Missias Bezzera était en Suisse romande du 31 juillet au 21 août.

Ce projet est géré et financé par l'ONG E-Change et les partenaires impliqués sont le Mouvement des Sans Terre au Brésil et l'organisation paysanne Uniterre en Suisse. Cette fin d'année, une paysanne suisse voyagera au Brésil pour rencontrer des familles paysannes et des responsables du Mouvement des Sans Terre.

Respect et confiance

Manoel Missias Bezzera est un paysan-agronome de 37 ans, membre de la direction du Mouvement des Sans Terre. Il vit avec sa famille dans un campement des Sans Terre dans l'Etat du Ceará au nord-est du Brésil.



Dialogues à la ferme pour mieux saisir, partager et changer des réalités contrastées que relie l'amour de la terre.

E-Change

Il est responsable du secteur Production et Commercialisation. Au-delà des conseils techniques pour la production, le stockage et la transformation des produits et la commercialisation au sein des campements et dans la région, le Mouvement des Sans Terre veut développer une agriculture de proximité avec des grandes villes. Et il n'en va pas que de commercialisation, mais d'un besoin vital de gagner un large soutien de la population. En Suisse, Manoel Missias a été impressionné par le lien de confiance qui existe entre les consommatrices et les paysan-ne-s: par l'agriculture contractuelle de proximité, la vente directe, l'accueillette. La traçabilité, la proximité et la confiance sont la base de liens sociaux et de

solidarité. Comme il le dit lui-même: «C'est une manière différente d'établir des relations, des relations basées sur le respect du travail réalisé et sur la confiance».

L'ère Bolsonaro

Pour le Mouvement des Sans Terre, la situation n'a jamais été simple, mais depuis l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro, la répression et les violences allant jusqu'au meurtre contre les activistes politiques, environnementaux et les indigènes s'est accrue de façon dramatique. Elle est de fait ouvertement soutenue par le président qui considère qu'ils sont des freins au développement du Brésil, «des facteurs de retard du Grand Progrès prévu pour le pays», comme le carica-

ture Manoel Missias et ils n'ont pas plus de valeur que des «cochons sauvages dans la forêt». Dans le (non-) projet politique de Bolsonaro, il n'y a pas de place pour les personnes qui prônent une société équitable, le respect des êtres humains, de la nature... Dans le monde de Bolsonaro, il n'y a de place que pour les grands propriétaires, les riches, les élus. Un monde pyramidal maintenu par la violence, la haine et la force.

Recréer la solidarité internationale

«Le gouvernement actuel promeut la haine entre les classes sociales», relève Missias. Pour contrer cette situation, il faut recréer des liens de respect et de solidarité, au Brésil, mais aussi une solidarité internationale. Il faut qu'en Suisse et en Europe, les habitant-e-s prennent la mesure des impacts dévastateurs de certaines politiques économiques de notre pays et de l'Union Européenne sur la santé du monde. La solidarité implique une responsabilisation individuelle (déjà dans notre manière de consommer), des actions politiques, la désobéissance.

La vingtaine de familles paysannes, de maraîchers, de transformateurs artisanaux qui ont rencontré Manoel Missias lors de son séjour en Suisse ont été renforcés dans leur pratique d'une agriculture familiale, à petite échelle et respectueuse des personnes et de la nature. Une agriculture qui ne dépend pas d'importations, de grosses machines, etc. Parce que même en Suisse, les paysan-ne-s travaillent dur, gagnent peu et sont en compétition sur le marché mondial avec des paysan-ne-s du monde entier. «Il faut développer une solidarité entre les peuples, avec l'idéal de vivre dans un monde plus juste, car nous affrontons tous les mêmes ennemis», conclut Manoel Missias. ■

Michelle Zufferey,
secrétaire de Uniterre

De l'acampamento à l'assentamento

Un campement désigne des terres qui ont été acquises par le Mouvement des Sans Terre. En effet, selon la Constitution brésilienne, la terre doit remplir «sa fonction sociale». Des terres qui ne sont pas entretenues ou ne produisent rien, ne remplissent pas cette fonction et elles sont susceptibles d'être retirées à leur propriétaire. Ce sont ces terres à l'abandon que le Mouvement accapare pour que les familles puissent y produire leur nourriture et vivre dignement. A ce stade, on parle d'«acampamento». Au bout de 10 ans de travail, les paysan-ne-s peuvent prétendre à récupérer les terres. Et si tout se passe bien, les communautés

paysannes en recevront un titre de propriété collectif. Elles améliorent alors les infrastructures et l'«acampamento» devient un «assentamento» qui se développe comme un village avec ses habitations et des infrastructures: magasin communautaire, écoles, dispensaire, etc.

Il y a actuellement 90'000 familles qui vivent dans des «acampamento» et 350'000 qui sont sur des «assentamento». Mais il reste quelque 4 millions de familles sans terre, un scandale si l'on sait qu'au Brésil, il y a 130 millions d'hectares de terre sans propriété claire.

MZ

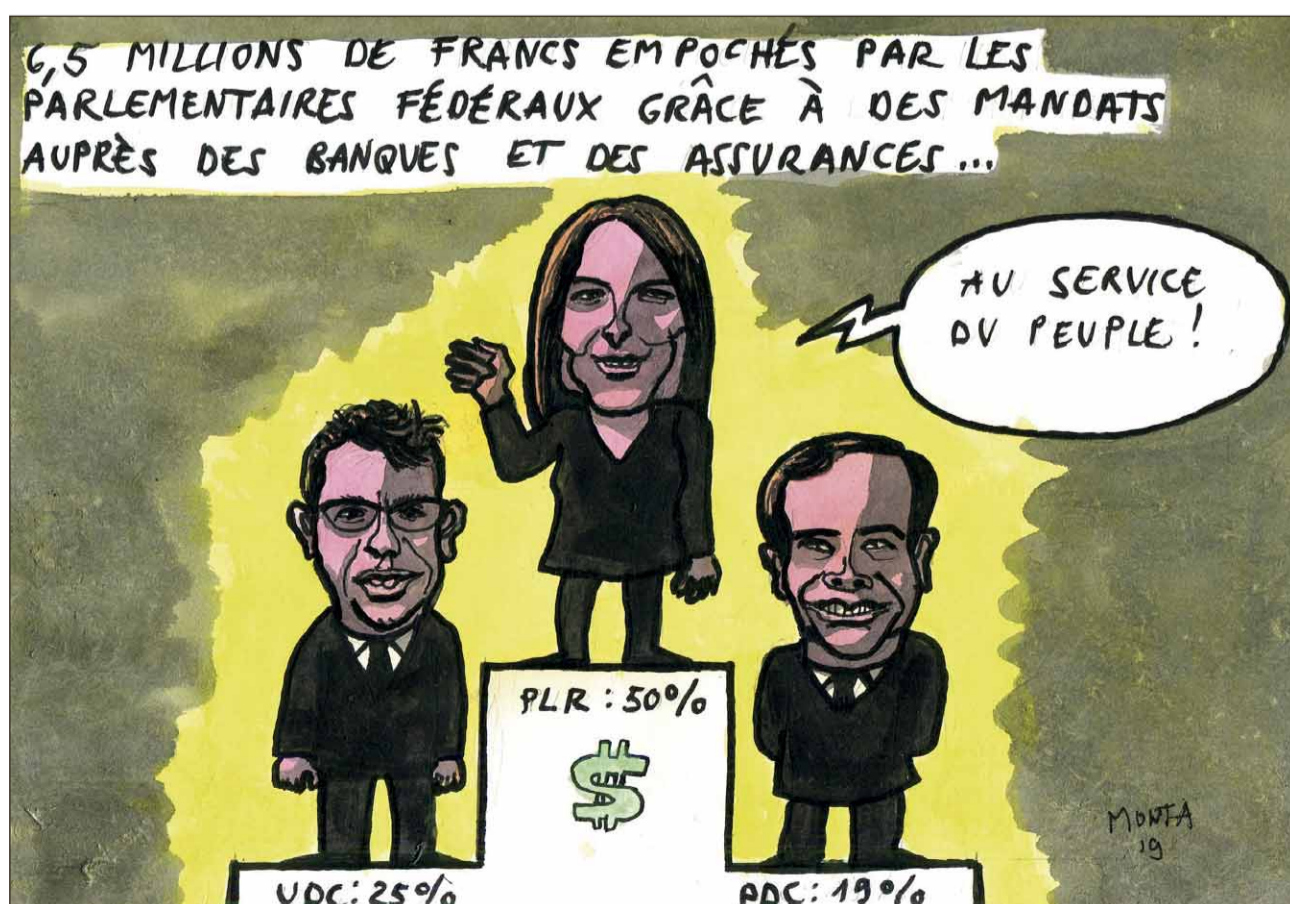
Un échange possible grâce au «Fond innovation»

Ce modèle d'échange entre professionnels est né de la nécessité de renforcer la réciprocité dans la coopération par l'échange de personnes, pour mieux valoriser les compétences de tous les partenaires au Brésil, au Burkina Faso et en Suisse.

L'association d'entraide suisse E-CHANGER intervient ici comme facilitateur d'échanges; les organisations, comme le MST et le syndicat paysans suisse Uniterre partagent des pratiques professionnelles et des valeurs communes, mais travaillent dans des contextes très différents. Ces échanges rassemblent des compétences et points de vue complémentaires. La réciprocité est

omniprésente; il n'y a plus un donneur et un receveur mais des professionnels unis par la recherche commune de solutions, dans un monde globalisé. Ces échanges sont soutenus par la plateforme UNITE, regroupant une vingtaine d'ONG membres actives dans la coopération au développement par l'échange de personnes. Quatre échanges sont prévus dans ce projet pilote en 2019: deux entre le Mouvement des Sans Terre et Uniterre (un au Brésil et un en Suisse) et deux entre Bioprotect avec le Fibl (un au Burkina et un en Suisse).

Egzona Cahani



COURRIER

Retraites, une politique délirante

Le but d'une bonne politique des retraites est d'offrir aux travailleurs, un second souffle. Or, c'est tout le contraire auquel on assiste. Quotidiennement, certains partis de droite militent voire plébiscitent un allongement de l'âge de la retraite à 66, voir à 67 ans pour tous.

C'est de la pure démente, lorsque l'on sait qu'un chômeur âgé de 50 ans et plus, ne retrouve pas aussi aisément un gagne-pain.

Certains chômeurs âgés doivent vivre d'expédient, voir se retrouvent dans une précarité proche de la misère.

Dès lors, on peut se poser la question de savoir si l'allongement de l'espérance de vie ne sert qu'à faire travailler plus longtemps la population?

N'y aurait-il pas de meilleure raison d'améliorer l'espérance de vie, que celle-là?

Offrir une meilleure qualité de vie aux travailleurs âgés, surtout ceux qui ont connus des labeurs pénibles! Se consacrer aux autres, aller à leur rencontre, partager des expériences, n'est-elle pas aussi utile à la société que le travail, dont on fait une gloire destructrice?

D'ailleurs, il est important de savoir que beaucoup de ceux qui en ont la possibilité prennent leur retraite avant l'âge prévu à cet effet. C'est la preuve, que le travail use l'être humain, qui n'est pas une marchandise et surtout pas une variable d'ajustement économique. Cette façon de faire nuit à notre humanité et nous conduit vers un recul civilisationnel. Les logiques ultralibérales sont absurdes; elles ne sont orientées que vers les chiffres et non sur les valeurs humaines, qui bâtissent la société des humains.

Ces logiques délirantes poussant à travailler plus longtemps sont à jeter dans l'abîme. ■

Thierry Cortat, Porrentruy

Trump, un dragon à plusieurs têtes contre la Chine

RELATIONS INTERNATIONALES • Cet été, Donald Trump a à nouveau ravivé les tensions entre les États-Unis et la Chine. En même temps, le gouvernement américain s'immisce dans les protestations qui secouent Hongkong. Quelles sont les raisons de l'attitude américaine envers la Chine?

Trump a lancé sa guerre commerciale contre la Chine en mars 2018, en instaurant de manière unilatérale une taxe à l'importation de 25% sur certains produits chinois. Par la suite, il a étendu ce taux de taxation à quasiment tous les produits chinois. Au début, les alliés des États-Unis ont également pâti de ces nouvelles taxes à l'importation américaines, par lesquelles le nouveau président américain a roulé des mécaniques et fait valoir son autorité. Trump a également mécontenté plusieurs alliés en se retirant de plusieurs traités conclus précédemment comme l'accord de Paris sur le climat, l'accord nucléaire avec l'Iran ou le traité de libre-échange Alena avec le Mexique et le Canada. Mais en mai 2019, Trump a réduit la pression sur des alliés comme le Canada, le Mexique, l'Allemagne et le Japon pour se centrer sur son ennemi: la Chine. Il a ainsi mis la pression sur les négociations avec la Chine concernant un nouveau traité censé mettre fin à la guerre commerciale. En juin, un accord temporaire a été conclu pour stopper la guerre commerciale pour une période de six mois. Toutefois, le 1er août, Trump annonçait une nouvelle hausse de 10% des tarifs d'importation sur les produits chinois.

L'attitude agressive de Trump contraste fortement avec celle de la Chine. Pékin ne se laisse pas faire et répond à chaque provocation des États-Unis par des contre-mesures. Mais la Chine vise à ouvrir des négociations qu'elle qualifie de «collaboration win-win», un accord où les deux parties trouveraient leur avantage, donc. En décembre 2018, la Chine a diminué les tarifs douaniers sur les voitures américaines dans l'espoir d'amener les États-Unis à des discussions constructives. Cela n'a toutefois pas donné de résultats. Le même mois, les États-Unis ont fait arrêter sur le sol canadien la haute manager de la multinationale chinoise Huawei, Meng Wanzhou, sur base de douteuses accusations de fraude. Trump semble tout à fait convaincu que son recours à la manière forte est efficace: «La Chine] vient de connaître sa pire année depuis 27 ans. Et même depuis 52 ou 54 ans, je pense. Cela a été sa plus mauvaise année économique en un demi-siècle, et c'est à cause de moi.»¹

Une nouvelle Guerre froide?

Cela fait très longtemps que les États-Unis sont la plus grande économie du monde. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les entreprises américaines dominent l'économie mondiale, aidées en cela par l'armée américaine, de loin la plus puissante. La fin de la Guerre froide et la disparition de l'Union soviétique et du Bloc de l'Est en 1991 ont encore renforcé la superpuissance américaine. Mais depuis un peu plus de dix ans, de plus en plus de signes viennent montrer que les multinationales américaines et l'armée américaine ne sont peut-être pas invincibles. L'invasion en Irak s'est avérée un fiasco financier et humain, qui a probablement coûté davantage aux États-Unis que ce qu'elle leur a rapporté.²

La crise financière de 2008 a mis en lumière la vulnérabilité du secteur financier américain, et cela alors que le dollar est, en tant que monnaie standard internationale, considéré normalement comme garant de la sécurité et de la stabilité pour le reste du monde. Mais, surtout, l'establishment américain est préoccupé par la montée de la Chine. Pour la première fois depuis la fin de la Guerre froide est apparu sur la scène un challenger qui n'accepte pas l'hégémonie mondiale des États-Unis et va activement à l'encontre de celle-ci.

Contrecarrer l'avancée de la Chine constituait la promesse électorale la plus importante



Donald Trump et Xi Jinping, président de la république populaire de Chine, lors d'une rencontre en 2017.

(US Embassy Canberra)

de Donald Trump. Et pour ce faire, son approche diffère complètement de celle de tous ses prédécesseurs. On peut résumer son idéologie «America First» par «impérialisme unilatéral»³. Au lieu de procéder par les institutions internationales et par des négociations multilatérales, comme le faisaient Obama et Clinton, Trump veut justement mettre fin aux contributions financières payées par les États-Unis aux institutions internationales et se retirer des traités multilatéraux du passé. Trump veut renégocier tous les anciens traités afin de conclure de meilleurs deals pour les États-Unis. Il veut ainsi économiser sur ces coûts pour réaliser la deuxième partie de son plan: mener une nouvelle Guerre froide contre la Chine. Trump veut par tous les moyens possibles contrecarrer les entreprises chinoises et entraîner la Chine dans une course à l'armement qu'elle ne peut pas gagner. «Le but est d'étrangler la Chine aux plans militaire, économique et diplomatique par des vetos, des sanctions, des menaces et des pressions», écrit l'historienne britannique et spécialiste de la Chine Jude Woodward.⁴

Il est cependant trop tôt pour certifier que tout cela débouchera réellement sur une nouvelle Guerre froide. En effet, si Trump veut isoler la Chine, il devra d'abord arriver à mettre sur pied une large coalition de pays de son côté. Mais en tout cas, il fait déjà tout ce qui est en son pouvoir en tant que président des États-Unis pour mettre des bâtons dans les roues chinoises. La guerre commerciale en est le meilleur exemple. Trump a partiellement rompu avec le principe du libre-échange que les États-Unis ont eux-mêmes imposé au reste du monde pour dresser à nouveau des barrières commerciales à l'encontre des produits chinois. De plus, Trump est même disposé à collaborer avec la Russie afin d'isoler la Chine, ce qui est très controversé au sein de l'establishment américain. Mais Trump considère que c'est sa mission historique de sauver l'Amérique de l'avancée de la Chine, par tous les moyens possibles. Récemment encore, il déclarait littéralement: «Quelqu'un devait le faire. Et je suis l'élu.»⁵

Trump a aussi tout simplement intérêt à protéger le marché américain des entreprises chinoises. Lui-même milliardaire et homme d'affaires dans le secteur de la construction et de l'immobilier, il voit la concurrence de la Chine comme une menace pour ses bénéfices et pour ceux des autres milliardaires américains. Il réussit de plus en plus à rassembler les grands capitalistes américains derrière son projet d'«America First». Durant sa campagne, il avait déjà reçu le soutien du secteur financier, des assurances, du secteur immobilier et de l'industrie du fossile⁶. Désormais, même les secteurs qui lui étaient plutôt hostiles, comme le secteur automobile ou les entreprises high-tech de la Silicon Valley, font des pas prudents dans la direction de Trump.

Comment les États-Unis entraînent avec eux le reste du monde

Toute la politique étrangère de Trump vise à affaiblir la Chine et à rallier d'autres pays à sa croisade antichinoise. Avec la carotte si possible, avec le bâton si nécessaire. Cela donne parfois de grosses surprises. En 2018, c'est Donald Trump qui a été le premier président américain à entamer des relations diplomatiques avec la Corée du Nord. Les discussions n'ont jusqu'à présent pas débouché sur grand-chose, mais le fait même que des discussions aient lieu est une grande première. Il est à première vue incompréhensible qu'un capitaliste d'ultra-droite et ultra-anticommuniste comme Trump amorce un détente dans les relations avec un régime comme la Corée du Nord. Toutefois, lorsqu'on prend en compte le fait que la Corée du Nord est un voisin de la Chine et qu'elle est le seul allié militaire de celle-ci, on comprend que, pour les États-Unis, œuvrer à détacher Pyongyang de Pékin est une question stratégique.

La proposition plus que surprenante de Trump d'acheter le Groenland au Danemark entre elle aussi dans le cadre de la course avec la Chine. Le réchauffement climatique – auquel Trump dit ne pas croire – entraîne la fonte de la calotte glaciaire autour du Groenland, déga-

geant ainsi une nouvelle route commerciale maritime entre l'Asie et le continent américain. De plus, la fonte de la banquise au Groenland libère de grandes réserves de zinc, de fer, de charbon, d'or, de platine et d'uranium. C'est pour ces raisons que la Chine est occupée depuis des années à investir au Groenland. Trump espérait donc rattraper ce retard en achetant d'un seul coup cet immense territoire. Trump le nationaliste foule ainsi aux pieds la souveraineté nationale des Groenlandais, souveraineté que ceux-ci revendiquent de plus en plus depuis quelques années. Mais cela ne pose guère de problème à Trump.

Par rapport à «l'option d'achat» placée par Trump sur le Groenland, la tactique envers l'Iran est bien plus musclée. Le sol iranien renferme de grandes richesses comme le gaz naturel. De plus, le marché iranien de 80 millions d'habitants est actuellement en grande partie fermé aux multinationales américaines à cause des tensions historiques entre les deux pays. Mais l'Iran constitue aussi une menace géopolitique pour les intérêts américains au Moyen-Orient, région où la Chine est de plus en plus présente. Si le régime iranien tombe, les États-Unis peuvent presque encercler la Chine de toutes parts. Cela explique les tensions avec les navires pétroliers dans le détroit d'Ormuz et la menace des États-Unis d'attaquer l'Iran.

Le conflit de Hongkong doit également être examiné dans cette perspective. Depuis 1997, Hongkong est une région autonome spéciale au sein de la Chine, sur base d'un accord conclu en 1984 avec le Royaume-Uni, jusqu'alors l'occupant colonial de l'île. Une grande partie de la population locale proteste depuis plus de deux mois contre un projet de loi – qui a entre-temps été suspendu – autorisant les extraditions vers la Chine. Ces protestations font tout à fait l'affaire de Trump. D'un côté, celles-ci peuvent affaiblir la Chine de l'intérieur. De l'autre, la répression donne à Trump l'occasion d'amplifier la propagande contre le régime chinois dans le reste du monde, ce qui est évidemment nécessaire pour arriver à mettre sur pied une coalition de pays contre la Chine. Les États-Unis se sont donc dépêchés de soutenir le mouvement de protestation. Le conseiller américain à la sécurité nationale John Bolton, récemment licencié par Trump, et de diplomate américain Stephen McDonnell – entre autres – ont rencontré les dirigeants du mouvement de protestation⁷. Plusieurs manifestants portent des drapeaux américains et britanniques et ont même chanté l'hymne national américain.⁸ La situation est totalement bloquée... Quant à Trump, il se montre à nouveau menaçant, avec de lourdes conséquences pour les négociations avec Chine sur le conflit commercial...⁹ ■

Olivier Goossens

Paru dans *Solidarité*

1 <https://edition.cnn.com/videos/politics/2019/08/21/präsident-trump-us-china-trade-war-chosen-one-sot-ip-vpx.cnn>

2 <https://www.reuters.com/article/us-iraq-war-anniversary-idUSBRE92D0PG20130314>

3 L'impérialisme est la volonté de grandes puissances et de grandes entreprises de dominer le reste du monde.

4 Jude Woodward, *Amerika tegen China*. De nieuwe Koude Oorlog?, EPO, 2019

5 <https://edition.cnn.com/videos/politics/2019/08/21/präsident-trump-us-china-trade-war-chosen-one-sot-ip-vpx.cnn>

6 John Bellamy Foster, *Trump In The White House*, Monthly Review Press, 2017

7 <https://www.youtube.com/watch?v=gaE4cmBP6mk>

8 <https://www.youtube.com/watch?v=fOwID54DBI0>

9 <https://www.telegraph.co.uk/news/2019/08/19/china-hits-taiwan-asylum-offer-hong-kong-protesters/>

Une présidentielle sur fond de banqueroute

ARGENTINE • Les mesures économiques du président néolibéral Mauricio Macri n'endiguent pas l'inflation et encore moins le mécontentement d'une partie de la population.

« Je n'arrive plus à payer le loyer (...). Aujourd'hui le commerce du voisin a fermé (...). Tant qu'il y aura de la faim dans le pays, ça sera ça, l'urgence. (...) C'est pour cela qu'en octobre, tu sais ce qu'il faut faire. Macri a fait son temps. » La chanson Si tu veux, de Sudor Marika, a de nouveau résonné la semaine dernière dans le centre de Buenos Aires, point d'orgue d'une semaine de mobilisations contre les politiques de rigueur du président millionnaire, Mauricio Macri, candidat à sa réélection le 27 octobre. Le 4 septembre déjà, les enseignants et les mouvements piqueteros, très actifs durant la terrible déflagration économique qui a ravagé l'Argentine en 2001, ont campé sur l'emblématique avenue du 9-Juillet de la capitale, face au ministère du Développement social.

Le 1^{er} septembre, l'exécutif néolibéral a imposé un contrôle des taux de change censé enrayer la chute du peso face au dollar. La mesure a certes freiné celle du cours de la monnaie nationale – du moins pour le moment –, après avoir sévèrement dévisé à la suite des élections primaires du 11 août désignant les candidats à la présidentielle. Un scrutin que Macri a sèchement perdu, son principal concurrent de gauche, Alberto Fernandez, l'ayant devancé de plus de 15 points.

La décision du gouvernement n'a en revanche pas eu d'effet sur l'inflation galopante et la hausse des prix de 50% due à cette dernière année. Elle n'a pas apaisé non plus les angoisses d'une population encore hantée par la banque-

route économique des années 2000 et le funeste corralito, lorsque les comptes bancaires des particuliers ont été gelés. On a ainsi vu réapparaître de longues files d'attente devant les établissements financiers, les Argentins se pressant pour retirer leurs économies de crainte qu'elles ne soient saisies. « Si le dollar augmente ou non, c'est une actualité nationale, mais si les mômes ne mangent pas, ce n'est pas grave. Les cantines scolaires et les ONG n'ont plus de lait », a dénoncé Juan Graboïs, responsable du Courant des travailleurs de l'économie populaire (Ctep), l'urgence alimentaire, la pauvreté et le chômage étant désormais les mots d'ordre de ralliement du mécontentement.

Le système de sécurité sociale violemment visé

Alors que la campagne électorale a officiellement démarré le 7 septembre, l'exécutif sortant cherche par tous les moyens à renvoyer la responsabilité de la crise économique sur les politiques sociales, les coopératives, ainsi que les réseaux de distribution des aides mis en place par l'équipe précédente de centre gauche, dirigée alors par Cristina Kirchner. « Maintenir le système argentin de sécurité sociale est une des causes de l'endettement public. 65% du budget de l'État partent dans des plans, des piqueteros, des coopératives de la pauvreté, et des multinationales du carton. Cette part vitale du budget qui aurait pu être transférée aux petites et moyennes entreprises, aux crédits pour la pro-



La mobilisation contre la politique néolibérale de l'actuel président Mauricio Macri ne faiblit pas.

Clara Sosa

duction et à la création d'emplois a été donnée à des gens qui ne travaillent pas», a osé déclarer le sénateur Miguel Angel Pichetto. Hier encore péroniste, l'élu figure désormais sur le ticket présidentiel aux côtés de Mauricio Macri. A ses yeux, les réformes inclusives du kirchnérisme ou encore les revendications des puissants mouvements sociaux et syndicaux seraient responsables

de la mise sous tutelle du pays. Une manière pour l'exécutif de se dédouaner du bilan de ses réformes, un an après que le président a eu recours au FMI, en souscrivant un prêt de 57 milliards de dollars conditionnés à des politiques d'austérité de plus en plus impopulaires. ■

Cathy Dos Santos

Paru dans L'Humanité

Les Cosaques sanglants ratonnent les SDF

RUSSIE • Dans l'après-midi du 22 août, dans la ruelle Pyatnitsky, à Moscou, des Cosaques, nervis du régime de Poutine, ont attaqué des sans-abris.

Soudainement, plusieurs hommes de grande taille, vêtus d'uniformes de camouflage et de masques à gaz, ont déboulé vociférant, ordonnant aux sans-logis de déguerpir immédiatement. Sans attendre, ils les ont arrosés d'essence, gazés au moyen de sprays, battus avec des barres de fer.

Ces «Cosaques» aux idées nationalistes extrêmes, on en retrouve de nombreuses bandes disséminées en Russie. Nervis du pouvoir, ils proclament leur soutien sans faille au gouvernement de Vladimir Poutine et pourchassent sans retenue tout ce qui ne correspond pas à leurs critères sociaux: marginaux, gays, opposants politiques et comme nous le voyons, les sans-abris. Alexei, l'une des vic-

times raconte: Nous n'avons pas eu le temps de comprendre, ces individus nous sont tombés dessus en gesticulant et de suite, tout en hurlant que nous avons trois secondes pour déguerpir, ils nous ont attaqués. Quatre personnes ont le visage gravement brûlé, une cinquième a une jambe cassée.

Dasha Baibakova, la directrice de la succursale de Nochlechka à Moscou, nous déclare: «Cet événement est tous sauf un incident isolé. La politique de l'État relative aux sans-abris à Moscou s'exprime non pas en aidant ces personnes, mais en les discriminants». «Le but de la manœuvre: chasser ces personnes, les emmener quelque part, les faire disparaître. Quelle dérision, quel

cynisme, lorsque l'on sait que ce sans-abrisme est en grande partie un effet pervers de la politique étatique», ajoute Baybakova.

Apatrides dans leur propre pays, les sans-abris survivent dans des conditions exécrables. En effet, en Russie, curieusement, les droits individuels ne sont pas attachés aux personnes, mais à leur résidence. Et contrairement à d'autres pays où l'enregistrement de sa résidence est un simple acte notifié aux autorités, en Russie l'enregistrement de résidence nécessite l'approbation des autorités correspondantes.

En outre, pour recevoir cet enregistrement de résidence permanente il faut soit être propriétaire, soit avoir la permission du propriétaire.

De ce fait, des millions de citoyens russes sont privées de toute identité et de tout droit.

En 2018, ce groupuscule cosaque a touché une subvention de 32,6 millions de roubles (484'403 francs) du gouvernement de Moscou pour «travailler» avec les sans-abris.

Montant alloué «pour la mise en œuvre de mesures préventives dans la ville de Moscou parmi les personnes impliquées dans le vagabondage et la mendicité, ainsi que pour l'assistance et l'aide sociales apportées aux citoyens sans abri», (sic).

Complaisance policière

Le 5 mai 2018, lors d'une manifestation de l'opposition, le journaliste du Temps a constaté la bienveillance

policrière face à leur violente intervention.

Suite à la ratonnade survenue à la rue Pyatnitsky, le service de presse du siège du ministère de l'Intérieur du ministère de la Défense de la capitale a annoncé qu'il n'avait rien à déclarer à ce sujet.

Grigory Sverdlin, président de Nochlechka, a confirmé que l'organisation déposerait une plainte auprès du service de la protection social afin d'éclaircir les violences de la rue Pyatnitsky et demanderait des explications quant à cette subvention budgétaire allouée aux activités des Cosaques. ■

Pierre Jaccard

Nochlechka Suisse Solidaire: www.suissesolidaire.org



Le poids des ombres dans la peinture

BEAUX-ARTS • L'ombre, c'est le sujet d'une intéressante exposition thématique à l'Hermitage.

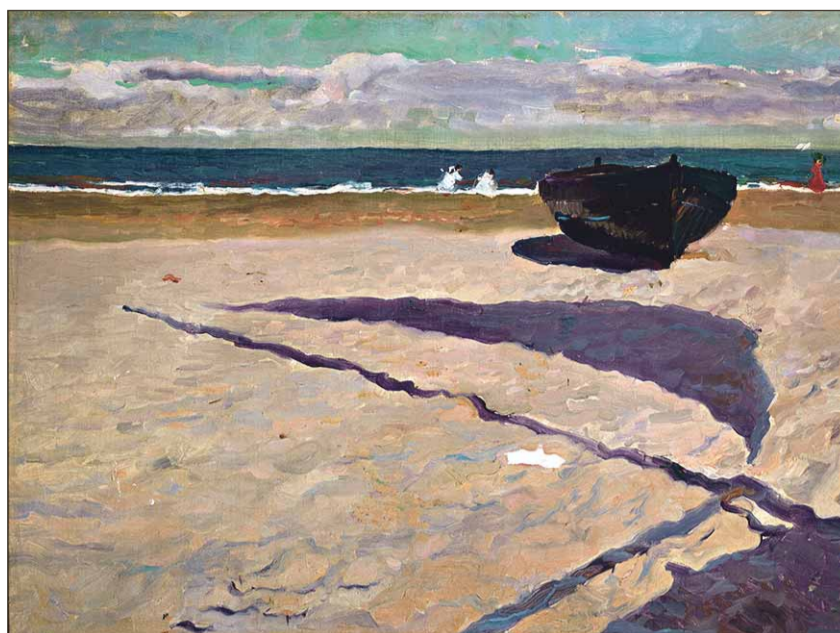
Après le succès de l'exposition *Fenêtres*, la Fondation de l'Hermitage propose une nouvelle présentation thématique. Le risque que recèle ce type d'approche est de se concentrer sur un aspect, fût-il secondaire, de l'œuvre, au risque d'oublier son sujet principal. Cette exposition n'y échappe pas totalement. Cela dit, elle est la plupart du temps très pertinente et offre une approche passionnante.

Dans ce parcours de 500 ans d'histoire de l'art, tout commence avec la Renaissance. C'est l'époque où l'artisan acquiert le statut d'artiste, se fait un nom et donc... sort de l'ombre. Il aimera peindre ses personnages, ou à se peindre lui-même, le visage violemment éclairé, exploitant les effets du clair-obscur dont le grand maître fut Rembrandt. On notera, par exemple, un extraordinaire autoportrait d'Eugène Delacroix, dont la face est comme hallucinée par le génie artistique. Avec Caravage, au tournant des XVIe et XVIIe siècles, naît le «ténébrisme», avec ses contrastes marqués d'ombre et de lumière. Les peintres éclaireront sou-

vent leurs personnages avec des chandelles, pour mieux obtenir cet effet. Dans le beau tableau du Flamand Jordaens, *Sainte Famille*, on remarquera les traits réalistes et très humains des personnages, qui rompent avec l'emphase souvent sucrée du maniérisme et du baroque italiens.

L'exposition insiste aussi sur la valeur symbolique de l'ombre, notamment lorsqu'elle est liée au mythe de la caverne de Platon, où le monde des apparences, des illusions, de l'ignorance, cache le monde réel. Par ailleurs, l'ombre est inséparable de la personne. Les contes fantastiques, comme le compositeur Richard Strauss, racontent l'histoire de l'homme ou de la «femme sans ombre».

L'époque romantique, surtout allemande, a privilégié les paysages, et les abbayes chères à sa sensibilité médiévale, à la clarté de la lune, une lumière blanche et diffuse, maintenant de larges espaces dans l'ombre, qui confère à la nature quelque chose d'étrange et de sublime. Les Impressionnistes, eux, ont découvert dans les années 1870 que l'ombre n'est pas



L'ombre de la barque, oeuvre de Joaquín Sorolla y Bastenda.

Museo Sorolla, Madrid

noire ou grise, mais qu'elle a des couleurs. Ils l'ont donc peinte avec une variété de bleus, roses, violets, verts... C'est particulièrement sensible dans les deux superbes toiles pointillistes de Henri-Edmond Cross et Maximilien Luce. Mettons en évidence une œuvre tout à fait originale, celle de

l'Espagnol Joaquín Sorolla y Bastenda, *L'ombre de la barque* (1903), où n'apparaît que celle-ci, et non le bateau lui-même!

Comme il faut au moins un parfait chef-d'œuvre dans toute exposition, on s'arrêtera devant Londres, *le Parlement, reflets sur la Tamise* de

Claude Monet (1905), où cette scène urbaine est vue complètement à contre-jour, au soleil couchant. Une autre salle nous montre une curiosité très à la mode aux XVIIIe et XIXe siècles, les «silhouettes» de profil obtenues grâce à la lumière d'une bougie placée derrière une toile. C'est aussi le principe des «ombres chinoises» et du wayang kulit indonésien. Quant aux graveurs sur bois, à l'instar de Félix Vallotton, ils ont su jouer admirablement du noir et blanc, de la lumière et de l'ombre. Le visiteur aura aussi le plaisir de découvrir l'œuvre d'un quasi inconnu, l'artiste suisse Hans Emmenegger (1866-1940), qui a magnifiquement peint, par exemple, les ombres projetées sur la neige. Si le sous-sol, en partie consacré à la photographie et aux travaux contemporains, nous a moins convaincu, c'était peut-être tout simplement dû à la fatigue, vu la richesse de l'exposition et l'attention qu'elle requiert. ■

Pierre Jeanneret

«Ombres de la Renaissance à nos jours», Lausanne, Fondation de l'Hermitage, jusqu'au 27 octobre.

Fixer l'éphémère sans altération

EXPO • Photographe de l'instant, Xael Wyss expose pour la première fois ses clichés sur support papier. Issues avant tout de sa pratique du BMX (bicycle motocross), les images sont présentées à l'état brut.

Xael Wyss a vingt ans, et ses expériences photographiques lui ont permis d'acquérir un savoir digne d'un professionnel. Mais pour l'instant, cet apprenti mécanicien sur vélo garde cela comme loisir: «J'ai tout financé moi-même pour cette exposition. Ça a été une expérimentation, je ne savais pas vraiment comment procéder». C'est sur fond sonore de machine à tatouer que le jeune photographe a ainsi décidé de tenir sa première exposition. L'atelier «Noir Tattoo» à Fribourg se prête d'ailleurs particulièrement bien aux photosexposées: BMX, vues d'espaces urbains, lieux abandonnés, les images présentent un univers de création bien différent du «monde de la culture» tel qu'il est souvent présenté. Et c'est ce qui fait la force du travail de Xael: «Je fais du BMX depuis des années avec Les brigadiers [crew de BMX]. Certains d'entre eux

font aussi de la photo ou de la vidéo, ensemble on effectue régulièrement des sorties et même des voyages. Pouvoir partager ces passions avec eux, c'est aussi une motivation».

Ce qui ne l'empêche pas d'aller seul à la recherche de lieux à immortaliser, en particulier de bâtiments et d'espaces désaffectés. La visite de tels sites, portant le nom anglais d'«urban exploration» ou «urbex», Xael en a fait sa passion. «Il y a beaucoup d'émotions qui remontent quand je vais là-bas, ça peut être très intense». Ces découvertes sont également liées aux sports urbains, qui se pratiquent souvent en ces lieux inoccupés ou marginalisés: «Tout se mélange dans ce milieu. Le BMX, l'urbex, la photo et la vidéo sont connectés les uns aux autres». En effet, immortaliser figures et postures est une pratique courante dans le domaine. La création

lie alors chacun de ces éléments, et tend à effacer leurs distinctions.

C'est aussi dans la polyvalence que Xael s'adonne à la photographie. Entre couleurs et nuances de gris, appareils analogiques ou numériques, le photographe a ses préférences mais ne s'impose pas de limites et aime expérimenter: «Lorsque je photographie en analogique, j'utilise souvent des films périmés. Ils prennent parfois une teinte plus bleue, jaune ou rose... Ça donne un rendu intéressant, mais c'est toujours du hasard, car les couleurs peuvent encore être très bonnes». L'important est surtout de ne pas modifier la photo a posteriori: Xael apprécie le charme des défauts de l'image, et il est essentiel pour lui de ne pas les rectifier. «Je sais que l'on peut faire des choses incroyables avec un logiciel, mais ce n'est pas mon but. Je recadre parfois les

photos, mais c'est tout». Le choix du photographe se porte ainsi plus souvent vers l'analogique, parfois avec des appareils particuliers: il présente avec enthousiasme son Kiev 88, appareil soviétique possédant un viseur sur le dessus et permettant une grande précision d'image dans les nuances sombres et claires. «Je l'utilise souvent pour les photos de BMX, mais c'est un défi de prendre des clichés de sujets en mouvement avec cet appareil. Il faut être bien préparé».

Xael présente ce que l'on espère être la première d'une longue série d'expositions. Sa passion tant pour le médium photographique que pour les sujets qu'il fixe se ressent dans l'image, et plonge le spectateur dans l'exploration. ■

Léa Aligizakis

Exposition jusqu'au 30 septembre chez «Noir Tattoo», Rue du Nord 7, 1700 Fribourg

Un regard sans complaisance sur l'aide humanitaire

LIVRE • Mathias Deshusses relate sa première mission au Darfour. Loin des clichés.

Mathias Deshusses compte une quinzaine d'années d'expérience professionnelle dans le domaine de la coopération au développement au sein de diverses ONG, en Afrique et en Amérique latine. Mais, faisant abstraction de son activité ultérieure, il a choisi d'évoquer sa première mission au Darfour en 2005. Il le fait avec beaucoup d'esprit critique, et non sans humour.

Il part un peu par hasard, suite à la défection de la personne prévue pour occuper ce poste. Et sans préparation ni formation! Il se considère comme un «petit bleu de l'humanitaire». Sa tâche, à laquelle il n'est donc nullement préparé, consistera à coordonner un camp de 20'000 personnes déplacées, du fait de la guerre entre clans au Sud-Soudan.

Dans son récit vivant, il restitue bien l'esprit de ces expatriés, à la fois

efficaces dans l'action et légers dans leurs loisirs. Un peu comme les engagés dans la Légion étrangère, ils semblent n'avoir pas de passé, ou en tout cas n'en parlent pas. Deshusses trace un portrait au vitriol de «la cheffe» du camp, une personne sans doute bien intentionnée, mais *workalcoholic* et qui fonctionne selon des schémas rigides. Pour elle, il s'agit de montrer la voie à des populations considérées comme moins civilisées. Par exemple, nombre d'ONG se refusent à collaborer avec les chefs locaux, porte-paroles tribus. Sans doute ceux-ci sont-ils souvent mus par l'appât du gain et revendent-ils à leurs «frères» les denrées offertes. Mais ils sont un passage obligé si l'on veut que l'humanitaire fonctionne. Il faut donc absolument s'adapter à la mentalité et à la culture de la population concernée. Un

exemple: celui des latrines. Il se révèle inutile d'en construire pour plusieurs familles: «Les femmes n'iront jamais dans une latrine où un homme d'une autre famille pourrait entrer».

L'auteur remet en question certains clichés. Pour lui, la souffrance est différente de ce que nous montre la TV, qui insiste sur les horreurs, viols et tueries. Or «la vraie souffrance vient du manque d'eau, de médicaments, de médecins», elle est plus insidieuse et latente.

Mathias Deshusses n'épargne pas les humanitaires engagés par l'ONU. Ils disposent de bungalows individuels dotés d'air conditionné, d'une salle de bains, d'un mini-frigo, de la TV câblée... Quant au personnel onusien, il est souvent formé de jeunes universitaires américains sans expérience. En cas de danger, ils ne

s'aventurent pas hors du camp dans leurs rutilants 4x4. Enfin ils bénéficient de salaires surdimensionnés par rapport aux réalités locales. Ils gagnent 6000 dollars, contre 600 pour les collaborateurs de Médecins du Monde. Il existe donc un écartage décalé entre leurs conditions de vie et celles, très spartiates, des expatriés de nombreuses ONG. Celles qu'a vécues et que décrit Deshusses sont des plus frustes. Il n'est cependant pas resté insensible à la nature qui l'entoure et au contact avec les autochtones, dont il a rapporté de nombreuses photos insérées dans l'ouvrage.

Ce livre, plaisant à lire même s'il relate une réalité tragique, n'est en aucun cas une critique globale de l'aide humanitaire, telle que la véhicule par exemple l'UDC. Ce qu'il

aimerait changer, c'est toute une mentalité basée sur des *guidelines* occidentaux, dans lesquelles on sent un certain mépris envers ceux que l'on prétend aider. Mathias Deshusses plaide pour une conception de l'humanitaire qui cesse de séparer «pourvoyeurs de l'aide» et «bénéficiaires», et qui tienne beaucoup mieux compte des réalités sur le terrain, des structures sociales et mentales des populations avec lesquelles il faut impérativement travailler, sans leur imposer nos schémas de pensée d'occidentaux se jugeant «supérieurs». En cela ce petit témoignage, de lecture agréable, se révèle utile. ■

Pierre Jeanneret

Mathias Deshusses, *Mission au Darfour*, Genève, Editions des Sables, 2019, 137 p.

L'humanité en ses multiples jardins

PHOTOGRAPHIE • A travers une exposition et un ouvrage, Mario Del Curto explore jardins, plantes et graines. Le photographe autodidacte suisse interroge avec pertinence une humanité coupée de ses racines végétales. Révélateur et essentiel.

La nature nous relie les uns aux autres et à l'ensemble du vivant. Depuis une décennie, le photographe autodidacte Mario Del Curto, 64 ans, arpente les routes des cinq continents. Comment jardins et plantes façonnent-ils nos modes de vie et de penser, d'agir et notre quête d'hégémonie ou de partage? Mettant en valeur l'expérience d'une «humanité jardinière» pour l'éthique, le social, la pérennité de l'espèce humaine, la politique et l'environnemental, il poursuit une histoire sans fin, menée depuis une décennie. Son dessein? «Raconter cette grande histoire comme se déroule la vie, avec sa part d'imprévu, de contrastes et de contradictions; susciter l'inspiration, l'imaginaire, le débat d'idées», relève l'historienne de l'art Céline Muzelle dans l'ouvrage «Humanité végétale» recueillant quelques-uns des centaines des milliers de clichés pris par le photographe arpenteur.

Périple impressionniste

Qu'est-ce qui relie une équipe scientifique lausannoise d'un laboratoire de biologie végétale étudiant les mécanismes de défense des plantes en cas d'agression, les forêts de pomiers sauvages affichant 6 millions d'années d'existence au cœur du Kazakhstan autoritaire, un col blanc nippon longeant, des capsules de verdure démolées façon bonzaï?

Si plusieurs chapitres d'«Humanité végétale» ont déjà fait l'objet d'expositions à Genève et Lausanne notamment, il s'agit d'une somme, «faisant fi des catégories académiques du végétal comme la botanique, l'agronomie, le médicinal, l'ornemental», selon son auteur. L'investigation photo explore ainsi le jardin dans nombre de ses dimensions. Quelles soient alimentaire, scientifique et ornementale. Mais aussi utopique, environnementale, sociale, métaphysique, artistique, touristique



D'antiques pommes de terre andines révèlent leurs couleurs chatoyantes de cristaux de roches, précieux témoignages d'une biodiversité retrouvée. Mario Del Curto

ou politique.

La question fondamentale se décline ainsi: «Qu'est-ce qui génère la vie sur terre? Comment existe-t-il de la terre sur la terre?», s'interroge le photographe féru d'art brut auquel il consacre ouvrages et expositions. Ce récit transhistorique et «glocal» (global et local) des jardins multiformes, a la forme d'une exploration photographique en zig-zag. Le parcours débute par l'un des berceaux de l'agriculture moderne, les Andes. A 4800 mètres d'altitude, on croise Julio Hanco, gardien de pommes de terres ancestrales, les *papas nativas*. Ouvertes en paumes, elles révèlent des textures flashy de gemmes précieuses au cœur de paysages spectaculaires. Par la réédition de son opus, «Les Graines du monde», Del Curto fait aussi redécouvrir un sanctuaire

de la biodiversité recueillant 325'000 échantillons d'espèces végétales, l'Institut de recherche Vavilov, plus ancienne banque de semences du monde. Depuis la Seconde Guerre mondiale, 75% des variétés locales cultivées sur sol européen n'existent plus. Elles ont été remplacées par des variétés jugées plus productives, importées notamment des États-Unis. Or plusieurs pays veulent retrouver des variétés endémiques disparues. Dont l'Éthiopie qui a pu récupérer une sorte de blé éteinte sous la guerre civile.

Dans la capitale des Emirats arabes unis, c'est le règne délétère du marketing urbain en mode *greenwashing* – *écoblanchiment* ou image de responsabilité écologique trompeuse. Tel un décor de cinéma à la Disney, les ponts, parcs, arbres et rives artificiels

de Dubaï Creek impressionnent. Une mégalopole vendue comme exemple de développement durable. Avec un «immense parc constellé de fleurs. C'est possiblement le jardin accueillant au monde le plus de plantes banales –géranium, tournesol, bégonia. Mais le moins de variété végétale.» On est en plein paradoxe. La zone aride nécessite quotidiennement ses 800'000 litres d'eau issus de la désalinisation. Or les unités de désalinisation peuvent être «écologiquement catastrophiques». En janvier dernier, un rapport des Nations unies s'inquiète du niveau excessif des rejets en mer de boues saumâtres saturées en sel et produits chimiques.

Au chapitre des *Jardins en ville*, il existe, un legs des jardins partagés français nés à la fin des années 90 comme lieu de transmission et dia-

logue de savoirs citoyens. Des «initiatives formidables, fruits d'horticulteurs développant les jardins parfois expérimentaux sur les toits, pour leur propre production indigène de légumes ou un commerce local. Des lieux de formation. On utilise ainsi un toit végétalisé new-yorkais afin d'éduquer des citoyens n'ayant aucune notion potagère à délaisser les pelouses stériles». Ces lieux de permaculture sont essentiels dans le combat contre l'amnésie environnementale, le respect de la biodiversité, pour valoriser les plantes sauvages. L'objectif suit aussi des serres high tech destinées à réduire le circuit de distribution des fruits et légumes.

Féru d'art brut auquel il a consacré ouvrages et expositions, l'homme d'images a été sensible d'abord sensibles au jardins utopiques, tels ceux romantiques de Marqueyssac (Dordogne), une forme de *landart* jardinier. Émerveillé plutôt par la douceur et la sensualité poétique de ses sidérants moutonnements de buis plantés par milliers et coupés pour certains en cubes. Ils sont «organisés en cheminements et dédales initiatiques secrets». Surgis de l'imaginaire de fortunés excentriques ou d'artistes renommés. Contemplez un autre monde intérieur, les céramiques du Jardin des Tarots de Nikki de St Phalle construits avec les structures du sculpteur suisse Jean Tinguely en Toscane.

Le photographe bivouaque sur des constats nuancés. Tant il privilégie une dynamique de transmission et d'apprentissage par l'expérience de la nature. Une précieuse boussole face au désarroi résultant de la sixième extinction en cours. ■

Bertrand Tappolet

Humanité végétale et *Les Graines du monde*. Chez Actes Sud. Exposition aux Rencontres photo d'Arles. Jusqu'au 22 septembre. www.rencontres-arles.com

LA GUINGUETTE

14 septembre 2019
Place de la Cathédrale

17h	Dévolement de la plaque commémorative Ancien café des Lauriers (Pontaise 46)	Musique	17h - 19h	Rémy chansons engagées
12h30	Trépas à la nouille et autres menus Prise de paroles Bernard Borel Denis de la Reussille Joachim Manzoni	18h30 - 20h	POP*Chestra	
15h	Conférence de Paul Arles Salle Capitulaire, Cathédrale	20h - 22h	I Skarbonari feat. Olivier Forest	
17h30	Remise des POP D'OR	22h - 24h	Les Beauregard Boys	
		24h - 02h	DJ Rock'n'Rollman	

GaucheBdo a besoin de votre soutien: abonnez-vous!
www.gauchebdo.ch/abo

Une voix face aux médiocrités de ce monde

MUSIQUE • La chanteuse-musicienne française Yoanna sort le disque «2e sexe».

Un quatrième album (ou cinquième si l'on prend en compte *Marre-Mots*), pour cette artiste qui poursuit son parcours dans les territoires de la chanson. Avec son premier album *Moi bordel* (2009) dans lequel elle s'accompagnait à l'accordéon, elle s'était retrouvée étiquetée «Nouvelle chanson réaliste». Yoanna a largement démontré depuis qu'elle ne se laissait pas enfermer dans les catégories. Son album précédent était intitulé *Princesse*; elle nous revient en guerrière avec *2e sexe* qui sort le 20 septembre.

Chanteuse concernée

Autrice, compositrice interprète, Yoanna se distingue par la qualité et l'originalité de ses textes et de ses musiques. Une écriture précise, acérée, pour chanter notre monde. Bien loin d'une chanson lisse, consensuelle et formatée, les textes de Yoanna nous renvoient des images de notre quotidien. Des chansons coup de poing pour tenter de nous réveiller de notre torpeur et notre lente léthargie. Yoanna est également musicienne et compositrice. Si elle n'a pas abandonné son accordéon, son instrument complice, elle fait maintenant appel à lui pour de nouveaux sons «des sons tordus, cassés avec des effets qui font que l'on ne reconnaît plus l'accordéon» confie-t-elle dans le dossier de présentation de l'album.

«J'avais envie d'amener cet instrument connoté ringard, avec son côté poussiéreux et vieilles chansons françaises dans un univers plus urbain»; et le résultat est plutôt réussi.

Ce nouvel album a été réalisé avec la complicité du batteur Mathieu Goust, co-compositeur, et de Fred «Brain» Forestier à la réalisation. Avec *2e sexe*, Yoanna revient avec un disque percutant! L'intitulé de l'album, titre également de l'une des chansons, elle l'emprunte à Simone de Beauvoir, écrivaine et grande figure du féminisme. Interprète libre et libertaire, Yoanna se revendique chanteuse «concernée» plutôt qu'«engagée».

Violence conjugale

L'album s'ouvre avec *Balance*, sur les violences faites aux femmes: «Quelque soit le décor, il y a des loups dans tous les ports il y a des porcs un peu partout. Balance ton porc par-dessus bord». *En marche!*, le premier titre de l'album qui a été partagé sur les réseaux sociaux est une chanson «coup de poing» sur la monstruosité et la brutalité du pouvoir néolibéral incarné entre autres par un certain Emmanuel Macron. «Debout, debout les traîne-savates, les tire-au-flanc, pas de solidarité, pas d'assistantat, mettez un costard et du parfum sous les bras / Travailler toujours plus dans le vent travailler dans le froid».

Au fil des quatorze chansons qui composent

l'album elle nous livre tant un état des lieux de notre société que des thématiques plus intimistes.

Les titres sont évocateurs: *Ni dieu ni maître*, *Fondement*, *Pour une femme*, *Laissez-moi*, «*Sorcière*» (en référence au livre *Sorciers, la puissance invaincue des femmes* de l'essayiste Mona Chollet).

Etat des lieux

Un album de chansons à textes pour nous toucher au cœur et nous interpeller sur notre «drôle» de monde. Avec son album Yoanna poursuit son exploration de nouveaux territoires, tant textuels que musicaux. Sa voix joue à merveille avec les rythmes et les mélodies pour nous faire entendre ses mots. *2e sexe* fait, sans aucun doute, partie de ces albums à ne pas manquer!

A ce jour il n'y a pas encore de dates de concerts annoncées en Suisse Romande. Mais Yoanna mérite largement d'être programmée, car en plus d'être une autrice et compositrice de talent, elle est également une artiste avec une très très forte présence scénique. ■

Claude-Alain Frund

Yoanna, *2e sexe*, Matcha production, sortie le 20 septembre. A commander sur le site de l'artiste: www.yoanna.fr